

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3572 - MARDI 10 SEPTEMBRE 2019



Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo

FÉLIX TSHISEKEDI À LA NATION

« Il est possible de bâtir un Congo debout et digne »

Quelques heures après les cérémonies de remises et reprises qui ont eu lieu le 7 septembre dans les différents ministères à la suite de l'investiture du Premier ministre et de l'adoption, par le parlement, de son programme d'action, le président de la République a cru bon d'interpeller les nouveaux promus sur le sens de leur mission. Il leur a demandé de changer de comportement et de l'adapter à l'effort du redressement du pays vers lequel doivent converger toutes les énergies. Dans la foulée, le chef de l'Etat a plaidé pour l'implication de tous dans l'œuvre de la reconstruction nationale, chacun étant concerné et appelé à apporter sa pierre à l'édifice.

Page 4

INTERVIEW

Tony Bolamba : « La gratuité de l'enseignement est un droit constitutionnel »

Disparu des radars depuis plusieurs mois, l'ancien gouverneur de l'Equateur a refait surface à la faveur de l'entretien exclusif accordé au Courrier de Kinshasa, dans lequel il livre ses réflexions par rapport à la marche du pays en surfant sur quelques sujets d'actualité.

Au-delà de cet entretien, il fait des projections sur sa carrière politique tout en

martelant sur son indépendance d'esprit, un trait de caractère dont il n'est pas prêt à se départir et pour lequel les portes de l'hémicycle lui ont été fermées alors qu'il avait remporté les dernières législatives à l'Equateur. Foi d'un ex-gouverneur qui pense avoir été floué par la Commission électorale nationale indépendante.

Page 3



Tony Bolamba

XÉNOPHOBIE EN AFRIQUE DU SUD

Une délégation du gouvernement congolais à pied d'œuvre

Une mission de haut niveau est à pied d'œuvre pour visiter les Congolais victimes des actes de xénophobie en Afrique du Sud et échanger à propos avec les autorités de ce pays.

Selon le ministre congolais des Droits humains, André Lite, le gouvernement condamne les actes violents de xénophobie en Afrique du Sud et appelle les Congolais à l'apaisement pour éviter de répondre à la violence par la violence.

Page 4

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Rwanda contrôlerait le flux de communications numériques de la RDC

Selon un expert congolais, en data numérique, le serveur qu'utilise la Société commerciale des postes et télécommunications (SCPT) et qui contrôle le flux des communications téléphoniques ainsi que toute la télécommunication passant par la fibre optique et installé par Axiom Net Work est basé à Kigali. Notant que c'est cette société qui a installé le ser-

veur de la SCPT, cet expert soutient que toutes les communications en provenance ou à destination de la RDC transitent par Kigali avant d'atteindre leurs destinataires. Il exhorte les autorités congolaises à doter le pays d'un serveur autonome en vue d'éviter le piratage massif de ses communications entrantes et sortantes.

Page 5



Le siège de la SCPT à Kinshasa

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le nouveau ministre veut faire du secteur un miroir de développement

Aggée Matembo a pris possession de son bureau situé au troisième niveau du bâtiment de la territoriale, dans la commune de Lingwala, à Kinshasa, au terme d'une cérémonie de remise et reprise qui a eu lieu le 7 septembre, entre lui et la ministre intérimaire sortante, Wivine Mumba Matipa.

Aggée Matembo a reçu de la ministre intérimaire, en présence en présence du secrétaire général du gouvernement et des membres du cabinet de l'ancienne équipe, les insignes du pouvoir : le sceau du ministère et les clés du bureau, avant l'échange des fauteuils.

Aussitôt installé, le nouveau ministre de l'Aménagement du territoire s'est dit déterminé à faire de ce jeune ministère qui n'a que deux ans d'existence comme portefeuille à part entière un miroir de développement pour la République démocratique du Congo.

« Notre premier défi est de remettre d'abord l'aménagement du territoire à sa place, qu'il soit le miroir de tout le développement. Il faudrait qu'il soit une entité qui gère les affectations et les usages de l'espace, c'est un ministère qui doit être consulté en amont et en aval », a-t-il déclaré.

Conscient que l'aménagement du territoire pose des



Wivine Mumba remettant le sceau du ministère à Aggée Matembo

problèmes des conflits interminables de superposition des titres, Aggée Matembo s'engage à mettre un terme à ce désordre. « A la tête de ce ministère, nous allons commencer par stopper cette hémorragie de l'utilisation abusive de notre territoire. Ne peut toucher à notre territoire que celui qui a la quitus et l'accompagnement de notre ministère, nous avons

l'obligation de dispatcher, de gérer l'espace congolais selon une politique », a-t-il insisté, exprimant sa volonté de voir ce ministère être « la porte d'entrée de tout développement » et promettant de mettre fin à toutes les mauvaises pratiques anciennes.

Deux défis majeurs

Peu avant la passation du pouvoir, Wivine Mumba a fait

savoir à son successeur qu'il hérite d'un ministère jeune et en pleine installation qui lui impose deux défis majeurs.

« Au moment où vous prenez la direction de ce ministère à caractère transversal, multisectoriel et stratégique pour le développement durable de notre pays, il y a des défis qui vous attendent et qui se traduisent par

deux axes majeurs. Le premier, c'est la mise en place de l'administration et l'ancrage institutionnel et le second, c'est le programme d'appui à la réforme de l'aménagement du territoire qui aboutira à l'élaboration de la politique nationale, de la loi-cadre et du Schéma national de l'aménagement du territoire et les guides méthodologiques pour l'élaboration des plans provinciaux et locaux d'aménagement du territoire », a-t-elle précisé à son remplaçant.

Déterminé à relever ces défis majeurs dont il en est conscient, le nouveau patron de l'Aménagement du territoire entend

« s'inscrire sur la liste de pionnier pour que ce ministère qui a effectué plusieurs navettes et qui a perdu parfois son sens dans toutes ces navettes puisse aujourd'hui se replacer et reprendre sa place parce que sous d'autres cieux, il n'y a pas de développement sans aménagement du territoire ».

Aggée Matembo s'engage à ne pas faire table rase de ce qu'il a trouvé comme avancées mais plutôt travailler dans la continuité pour la consolidation de ce qui a été déjà fait car, a-t-il souligné, les premiers jalons ont déjà été posés.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin
Mauouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengutu Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INTERVIEW.

Tony C. Bolamba

« La gratuité de l'enseignement est un droit constitutionnel »

Disparu des radars depuis plusieurs mois, l'ancien gouverneur de l'Equateur a refait surface à la faveur de l'entretien exclusif accordé au Courrier de Kinshasa, dans lequel il livre ses réflexions par rapport à la marche du pays en surfant sur quelques sujets d'actualité. Au-delà, il fait des projections sur sa carrière politique tout en martelant sur son indépendance d'esprit, un trait de caractère dont il n'est pas prêt à se départir et pour lequel, les portes de l'hémicycle lui ont été fermées alors qu'il avait remporté les dernières législatives à l'Equateur. Foi d'un ex-gouverneur qui pense avoir été floué par la Commission électorale nationale indépendante (Céni).



Tony Bolamba

Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Que pensez-vous du programme du gouvernement Ilunkamba récemment adopté à l'Assemblée nationale ?

Tony Bolamba (T.B.) : C'est un programme ambitieux. Je ne sais pas si c'est réaliste. Je reste dubitatif et je suis très sceptique. Je ne sais pas s'il sera mis en pratique au vu des éléments sur le terrain que nous avons et que, peut-être, le Premier ministre n'a pas. Tout dépendra des acteurs qui vont mener ce programme, qui vont en donner l'impulsion. Le programme est une idée, une vision, et le mettre en pratique demande une certaine expérience de ceux qui vont l'appliquer. Je ne pense pas que ceux qui sont là ont la capacité requise de diriger l'Etat. Il y a peut-être cinq ou sept personnes qui ont déjà géré. Cela va prendre du temps pour que la mayonnaise tienne. On ne vient pas dans un ministère pour apprendre. On ne vient pas gérer l'Etat pour apprendre surtout dans les conditions dans lesquelles se trouvent nos pays africains. Ce qui nous lie en Afrique, c'est la misère. Raison pour laquelle il faudrait des acteurs aguerris.

L.C.K. : Et pourtant, la lutte contre la corruption figure en bonne place dans ce programme....

T.B. : La lutte contre la corruption, ce sont des mots. Ce n'est pas la première fois qu'on le dise. Moi, j'ai lutté contre la corruption, j'ai été combattu

par tous les corrupteurs de la République, par ceux qui ont hiérarchisé la corruption dans ce pays. On ne peut pas faire de notre pays une puissance tant que la corruption va exister, tant que les mauvaises pratiques de toute part continueront à exister. Il faut attaquer le mal à la racine.

L.C.K. : Il y a aussi le recensement biométrique de la population. Qu'est-ce que vous en dites ?

T.B. : Rien du tout. Il faut connaître les tenants et les aboutissants de ce recensement. Nous rencontrons beaucoup de problèmes à l'est du pays, nous avons des Mbororo qui viennent en Ituri. Il faudrait d'abord que nous puissions pacifier le pays. Après, nous pourrions aller au recensement parce qu'il y a toujours des poches de résistance. Pour le moment, si je prends le cas de l'est, on ne sait pas qui est Congolais et qui ne l'est pas. Il faut d'abord maîtriser la situation sécuritaire, particulièrement à l'est, avant de penser au recensement.

L.C.K. : La gratuité de l'enseignement est en train de devenir une réalité en RDC. Une donne à mettre à l'actif du nouveau pouvoir en place...

T.B. : La gratuité de l'enseignement est un droit constitutionnel que nous avons déjà commencé à expérimenter

lorsque nous gérons la province de l'Equateur, notamment dans la ville de Mbandaka. Le projet était de l'étendre dans toute la province. Malheureusement, nous n'avons pas pu mener ce projet salutaire à terme parce que j'avais quitté les affaires avant. L'Etat a plus que des moyens pour atteindre cette finalité, même jusqu'à prendre en charge les études universitaires. L'Etat a des moyens pour ça. Le budget du Congo, s'il est bien géré, nous pouvons atteindre les cent milliards de dollars. Malheureusement, cet argent va dans les poches de certains particuliers qui s'en servent à leur guise.

L.C.K. : Pour atteindre un budget de cent milliards, quelle est la clé ?

T.B. : La lutte contre la corruption absolue et la volonté politique des acteurs qui vont gérer les institutions de ce pays.

L.C.K. : Politiquement, où est ce qu'on peut vous situer aujourd'hui ?

T.B. : Je vous ai toujours dit que je n'ai jamais été de l'opposition. Moi je suis un homme de la contradiction. Là où les choses se passent bien, j'applaudis. Là où elles se passent mal, je dénonce cela et je propose. Je garde mon indépendance d'esprit même si ça ne plaît pas à tout le monde. Rien n'a changé dans ma vision de la politique. Je

« La gratuité de l'enseignement est un droit constitutionnel que nous avons déjà commencé à expérimenter lorsque nous gérons la province de l'Equateur, notamment dans la ville de Mbandaka. Le projet était de l'étendre dans toute la province ».

suis membre de l'AFDC-A. Je soutiens la démarche d'une vision de conciliation pour faire avancer les choses dans la République, voire une réconciliation de l'opposition parce que jusqu'à présent, celle-ci n'a jamais eu de porte-parole. Il faudrait que l'opposition s'unisse, mette des structures en place, qu'elle ait un porte-parole qui portera sa voix, une voix qui doit compter pour améliorer les choses.

L.C.K. : Votre avis sur le programme d'urgence de Félix Tshisekedi ? Pensez-vous qu'il soit dans la bonne direction ?

T.B. : Tout début a toujours été difficile. Il prend ses marques. Il va certainement restructurer son cabinet. On va le laisser avancer. Il n'est qu'à son huitième mois. Nous avons eu, dans ce pays, un pouvoir qui est arrivé par les armes et qui a cédé le flanc à un parti politique d'obédience non armé. Ceci est un grand signal pour le pays. Il nous faut renforcer la démocratie. Nous nous attendons à un changement positif dont je ne ressens pas encore, à ce stade, les effets bénéfiques.

L.C.K. : Vous continuez à soutenir avoir remporté les élections législatives dans votre fief de l'Equateur. Sur quoi se fondent vos assurances ?

T.B. : Il n'est un secret pour personne que j'ai remporté les législatives à l'Equateur.

J'ai des éléments de preuves. Un homme d'Etat n'est pas un homme politique. Il travaille pour les générations futures tandis qu'un acteur politique travaille pour les élections. J'avais gagné les élections en tant qu'homme politique. Il semble qu'il y a des personnes qui ne voulaient pas me voir siéger dans l'hémicycle suite à mon état d'esprit que, du reste, je ne changerai pas. Mais, je continue à être un homme d'Etat. En 2023, ils auront des grandes surprises.

L.C.K. : Un dernier mot à adresser à votre base de l'Equateur ?

T.B. : Contrairement à ce que les gens disent ici, mon peuple m'aime. Je ne vois pas qui peut m'égaliser à l'Equateur si les élections étaient réellement transparentes. C'est le peuple qui rétablit un homme. La Céni a des résultats des élections. Il y a même une autorité de cette institution d'appui à la démocratie qui m'a appelé pour me féliciter. J'ai eu plus de voix que le candidat président de l'ex-majorité présidentielle à l'Equateur. Le peuple équatorien a compris que j'étais le seul qui parlait pour servir sa cause. Aujourd'hui, la province est quasi délabrée alors qu'à l'époque, j'avais donné une certaine impulsion pour son développement. Que Dieu protège le Congo.

Propos recueillis par Alain Diasso

MESSAGE À LA NATION

Félix Tshisekedi

« Nous sommes au service exclusif des Congolaises et Congolais »

Quelques heures après les cérémonies de remises et reprises qui ont eu lieu le 7 septembre dans les différents ministères à la suite de l'investiture du Premier ministre et de l'adoption, par le parlement, de son programme d'action, le président de la République a cru bon d'interpeller les nouveaux promus sur le sens de leur mission.

Message à la nation. Félix Tshisekedi : « Nous sommes au service exclusif des Congolaises et congolais »

Quelques heures après les cérémonies de remises et reprises qui ont eu lieu le 7 septembre dans les différents ministères à la suite de l'investiture du Premier ministre et de l'adoption, par le parlement, de son programme d'action, le président de la République a cru bon d'interpeller les nouveaux promus sur le sens de leur mission.

C'est dans un message laconique pré-enregistré et diffusé dimanche soir à la Radio télévision nationale congolaise que Félix Tshisekedi a lancé son appel aux nouveaux dirigeants des institutions du pays, tout particulièrement « à ceux qui sont responsables de la gestion des affaires publiques ». Le chef de l'Etat leur a demandé de changer de comportement et de l'adapter à l'effort du redressement du pays vers lequel doivent converger toutes les énergies. « Le vrai changement commence par le changement de comportement de chacun d'entre nous », a déclaré, sans ambages, le président de la

République.

« Le premier signe visible de changement sera celui de votre comportement, de votre compétence dans la gestion de la mission qui vous est confiée par le peuple congolais. Nous sommes au service exclusif des Congolaises et Congolais », a-t-il lancé. Dans le même ordre d'idées, Félix Tshisekedi s'est dit optimiste pour l'émergence d'un « Congo nouveau », « un Congo des travailleurs, responsables, vigilants et gagnants », « un Congo débarrassé de la haine, du tribalisme... où il n'y a pas un camp politique contre un autre, mais un seul camp politique : le Congo ».

Et d'enchaîner : « Nous avons le devoir de porter les grands rêves et de redonner de la grandeur à notre pays, de bâtir un Congo debout et digne (...) C'est le Congo que je veux pour tous. Ce Congo est possible si nous acceptons de changer dès à présent ». Félix Tshisekedi a plaidé, dans la foulée, pour l'implication de tous dans l'œuvre de la reconstruction nationale, chacun étant appelé à apporter sa pierre à l'édifice. « Le changement que nous attendons, le changement que vous attendez ne sera possible que si chacun adopte la même attitude responsable face aux problèmes que sont les nôtres (...). Nous devons changer et incarner le changement partout où nous sommes pour que le pays évolue », a-t-il recommandé. A ceux qui veulent le développement, hic et nunc, en misant sur le programme de cent jours dont ils attendent les effets à court terme, le chef de l'Etat estime qu'il « ne va pas résoudre nos problèmes en quelques mois, mais constitue un début

de solution ». Le président de la République a rappelé avoir trouvé, à son avènement à la tête du pays, un Congo en friche empêtré dans une situation de crise et marqué par des lendemains incertains. Cependant, a-t-il assuré, malgré la multiplicité des problèmes et l'immensité des défis, il n'est pas impossible d'y remédier, « de changer notre mode de vie dans la société ». Nonobstant l'état du pays en déliquescence avancée, Félix Tshisekedi a soutenu avoir travaillé avec des moyens disponibles. Sans attendre réunir toutes les conditions requises, il a lancé le programme de cent jours sur lequel reposent les espérances de tout un peuple.

Ce programme « donne la preuve que par notre volonté, seuls, nous pouvons trouver des solutions à nos problèmes et surtout apporter des changements positifs », se convainc le président de la République, estimant être sur la bonne voie au regard des projets mis en place, dans le cadre de ce programme dont plusieurs projets sont en cours d'exécution. « Nous avons commencé à doter nos villes de certaines infrastructures et d'apporter les réponses dans la production agro-industrielle ainsi que dans le domaine de la santé et dans bien d'autres. Nous avons ouvert plusieurs chantiers », a-t-il indiqué. Le chef de l'Etat est d'avis qu'il est possible « de bâtir un Congo debout et digne » et tient à embarquer ses compatriotes dans une dynamique d'espérance à un futur meilleur.

Alain Diasso

XÉNOPHOBIE EN AFRIQUE DU SUD

Une délégation du gouvernement congolais à pied d'oeuvre

Le gouvernement va dépêcher une mission de haut niveau en terre sud-africaine pour des échanges avec les autorités du pays et les ressortissants congolais victimes des actes de violence qui y sont perpétrés.

Selon le ministre congolais des Droits humains, André Lite, le gouvernement condamne les actes violents de xénophobie en Afrique du Sud et appelle les Congolais à l'apaisement, pour éviter de répondre à la violence par la violence. « Plus jamais le gouvernement congolais n'acceptera de voir ses citoyens se faire humiliés à travers des actes inhumains et dégradants, tels que ceux survenus en Afrique du Sud », a-t-il déclaré à Radio Okapi.

Le 7 septembre, le chef de l'Etat congolais, Félix Antoine Tshisekedi, a exprimé son indignation contre ces violences xénophobes. « Je dénonce avec fermeté ce qui se passe en Afrique du Sud », a-t-il déclaré, à l'occasion de la cinquième édition du forum économique « Makutano », à Kinshasa. La veille, l'Eglise du Christ au Congo en avait appelé à l'implication des instances régionales dont l'Union africaine pour mettre un terme à ces actes qui ternissent l'image du continent africain.

La montée de la xénophobie en Afrique du Sud a suscité des réactions violentes contre des intérêts sud-africains, principalement en République démocratique du Congo (RDC) et au Nigeria. En RDC, des manifestations ont été organisées dans les deux grandes villes du pays, à savoir Kinshasa et Lubumbashi. Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a annoncé son déplacement pour l'Afrique du Sud, à la fin de ce mois ou en début octobre.

Sur place en Afrique du Sud, la police a assuré, le 8 septembre, que la situation était désormais sous contrôle.

Jeannot Kayuba

FMI

Une mission d'évaluation de la gouvernance à Kinshasa en octobre prochain

La nouvelle visite de travail des experts de l'institution de Bretton Woods, sur la demande expresse des autorités RD-congolaises, suscite déjà quelques réactions dans l'espace politique. En effet, une opinion de plus en plus large accuse le gouvernement de la République de continuer à entretenir l'opacité dans la gestion des ressources naturelles.

Sauf un changement de dernière minute, une mission d'évaluation de la gouvernance des services du Fonds monétaire international (FMI) devrait se rendre en octobre prochain à Kinshasa sur la demande des autorités RD-congolaises. Le dernier communiqué de cette institution financière internationale datant du 5 septembre 2019 l'annonce officiellement. A ce jour, le pays ne communique pas systématiquement sur tous les contrats concernant l'industrie minière, le pétrole et la sylviculture.

« Il est indispensable de lancer les appels d'offres pour les actifs miniers, de publier tous les

contrats miniers, de divulguer la véritable propriété des parties contractuelles et de publier régulièrement les états financiers audités des entreprises publiques ». Outre l'application plutôt partielle du décret de 2011, le communiqué indique d'autres recommandations, dont l'absence d'information sur les états financiers de certaines entreprises publiques, l'urgence de promulguer les lois de lutte contre la corruption et de création d'une Commission indépendante de lutte contre la corruption, etc.

Évaluation du conseil d'administration

Dans cette correspondance dont une copie est parvenue à la rédaction, le FMI annonce officiellement la fin des consultations de 2019 au titre de l'article IV avec la RDC. En effet, conformément à ses statuts, l'institution financière internationale procède chaque année à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays pour recueillir des données économiques et fi-

nancières, et s'entretenir avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du conseil d'administration.

Au niveau de l'évaluation du conseil d'administration de la dernière mission des experts de cette institution, il en ressort que les administrateurs ont souscrit totalement à l'orientation générale de l'évaluation effectuée par les services du FMI. Ils ont félicité les autorités RD-congolaises pour avoir mené une politique macro-économique prudente qui a contribué à réduire l'inflation et à stimuler une reprise après la chute des prix à l'exportation en 2016-2017. Mais les plus grands problèmes du pays demeurent : pauvreté omniprésente, perspectives exposées à des risques (cas de l'épidémie d'Ébola). La reprise du dialogue entre la RDC et le FMI ne pouvaient pas mieux tomber, ont-ils insisté. « La RDC a

besoin d'aide de la communauté internationale des bailleurs de fonds et d'une assistance pour renforcer ses capacités », ont dit les services du FMI

Par ailleurs, l'on ne note aucune référence concrète sur un programme futur mais le conseil d'administration invite simplement le pays à préserver la viabilité de la dette, s'abstenir des emprunts coûteux et des prêts garantis et établir une stratégie d'apurement des arriérés intérieurs. Au niveau des prochains défis, les administrateurs ont souligné la nécessité d'accroître les recettes intérieures afin de financer les besoins de développement et sociaux urgents. Sur ce point, il faut noter certaines inquiétudes du FMI sur le risque pour le pays de mobiliser des recettes bien en-deçà de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne en dépit de l'impact positif du nouveau Code minier. Les causes sont bien connues : prolifération des taxes et institutions chargées de l'impôt, étendue des exonérations fiscales, étroitesse de

l'assiette de l'impôt, frontières longues et poreuses, etc.

Pour les administrateurs, le pays doit s'assurer de la réduction des exonérations, de l'élargissement de l'assiette de l'impôt, de la simplification du système fiscal, de l'amélioration de l'administration de l'impôt et du meilleur contrôle des frontières. D'autres recommandations s'ensuivent, notamment l'amélioration de la gestion des finances publiques, le réalisme dans les projections de recettes et des dépenses, le rétablissement de la chaîne de la dépense, la limitation de l'usage des procédures de dépenses d'urgence, l'amélioration du cadre de politique monétaire, l'accroissement des réserves de change, la recapitalisation de la Banque centrale, l'alignement du projet de loi bancaire sur les normes internationales, la rationalisation de la fonction publique et l'amélioration de la rémunération. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Rwanda contrôlerait le flux de communications numériques de la RDC

Selon un expert congolais, en data numérique, le serveur qu'utilise la Société commerciale des postes et télécommunications (SCPT) et qui contrôle le flux des communications téléphoniques ainsi que toute la télécommunication passant par la fibre optique et installé par Axiom Net Work est basé à Kigali.

Dans une intervention sur la chaîne Top Congo, en marge du forum sur le numérique, un expert en data numérique, le Congolais Don de Dieu Kabu, a affirmé que le Rwanda contrôlerait le flux de communications numériques de la République démocratique du Congo (RDC). Notant que c'est la société Axiom Network, basée à Kigali, au Rwanda, qui a installé le serveur qu'utilise la SCPT, cet expert soutient que toutes les communications en provenance ou à destination de la RDC transitent par Kigali avant d'atteindre leurs destinataires. Pour s'en convaincre, il explique que

« toute personne qui se



Le siège de la SCPT à Kinshasa

connecte par la connexion fibre optique verra que son adresse IP vient du Rwanda », affirmant: « Ils peuvent avoir toutes les informa-

tions de toutes nos communications ».

Les autorités congolaises interpellées

Don de Dieu Kabu pense que

le danger est énorme, étant donné que ce pays peut avoir toutes les informations de toutes les communications du Congo, son voisin. « La SCPT

le sait et nous ne pouvons pas être infiltrés jusqu'à ce niveau-là », a-t-il regretté. Il renseigne, par ailleurs, que ce serveur qui contrôle les informations entrantes et sortantes de la RDC ne coûterait qu'entre trois et cinq millions de dollars américains. Ce qui le conduit à appeler les autorités congolaises à doter le pays d'un serveur autonome en vue d'éviter le piratage massif de ses communications entrantes et sortantes. « La RDC pourrait avoir son propre serveur, en installant son propre data center », a-t-il dit, interpellant ainsi les autorités du pays pour mettre fin à cette scandaleuse situation. Don de Dieu Kabu pense que des dispositions urgentes doivent être prises pour mettre fin à cette situa-

« extrêmement grave » sur le plan sécuritaire.

Lucien Dianzenza

PEINTURE

Jean-Paul Mika expose à la galerie Magnin

L'exposition dénommée « Bisengo » est la première initiative personnelle de l'artiste congolais hors Afrique. Elle se déroule depuis le 7 septembre et prendra fin le 30 novembre.

Les œuvres exposées dans « Bisengo » datent des deux dernières années et reflètent la technique du peintre, qui se considère lui-même comme une œuvre d'art et se met souvent en scène dans ses tableaux, avec des tissus imprimés à motifs fleuris. A travers ses œuvres, Jean-Paul Nsimbe Mika veut transmettre un seul message : la joie et la beauté.

Né en 1980 à Kinshasa, où il vit toujours et y travaille, Mika commence très jeune, dès l'âge de 13 ans, à peindre des panneaux publicitaires pour gagner un peu d'argent. Diplômé de l'Académie des beaux arts de Kinshasa en 2007, l'artiste Chéri Chérin le prend alors sous son aile et lui offre l'opportunité d'un premier voyage hors des frontières, en 2008, pour exposer à Bilbao.

Jean-Paul Mika a ainsi fréquenté l'atelier de recherche en art populaire, créé par Chéri Chérin et auprès duquel il a perfectionné sa tech-

nique.

Devenu artiste indépendant en 2004, il choisit comme voie la peinture populaire et crée son propre atelier dénommé « Événement des beaux-arts ». « Des compositions qui dépeignent avec tendresse l'Afrique »

Dessinateur exceptionnel, il a longtemps utilisé les mêmes thèmes et les compositions

de ses aînés ainsi que de son mentor, Chéri Chérin. Comme Chéri Samba avant lui, Jean Paul Mika se met souvent en scène, peignant des autoportraits ou s'intégrant dans une composition de groupe, toujours habillé en sapeur. Il développe un style qui lui est propre, centré sur le portrait, simplifiant sa mise en scène en utilisant des tissus aux mo-

tifs très colorés qui lui servent de fonds.

« Cette «trouvaille» et l'utilisation sans contrainte de la couleur confèrent une énergie toute positive à son travail, qui se démarque désormais profondément des œuvres de ses pairs. Ses compositions très réalistes, avec une attention inouïe pour les détails, dépeignent avec tendresse

une Afrique moderne, dynamique et joyeuse », indique la galerie Magnin.

Ancien élève de Chéri Chérin, Jean Paul Mika a hérité de son maître la composition à partir de laquelle il est capable de disposer les motifs de ses toiles. De son mentor qu'il a toujours considéré comme son modèle dans le monde de la peinture congolaise, il a copié la patience dont il fait preuve dans son travail et la finesse de son pinceau dans les détails qui ont toujours retenu l'attention du public.

Ses tableaux flamboyants, présentés lors de l'exposition « Beauté Congo – Congo Kintoko » à la Fondation Cartier, en 2015, ont contribué à augmenter sa notoriété et marqué un tournant dans sa carrière.

«Après cette exposition, l'intérêt pour mes œuvres a beaucoup augmenté. Il y avait le succès mais aussi des problèmes [rires]. Beauté Congo m'a ouvert les portes de l'Europe. Aujourd'hui, Bisengo est l'exposition de la confirmation. C'est l'effet waouh», a fait savoir le peintre congolais sur RFI.

Patrick Ndungidi



L'artiste Mika

LINAFOOT/LIGUE 1

Egalité entre Lupopo et Nyuki, pas de vainqueur entre Sanga Balende et RCK

Quatre rencontres du championnat national le week-end dernier se sont soldées par des résultats d'égalité pour le compte de la cinquième journée.

Après sa victoire sur Dauphin Noir au stade de l'Unité de Goma dans la province du Nord-Kivu par zéro but à trois, le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi a fait un résultat d'égalité sur la même pelouse synthétique, le 8 septembre, face à l'AS Nyuki de Butembo. Le Score de la partie a été de deux buts partout. C'était pour le compte de la cinquième journée de la 25e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Les Abeilles de Butembo ont très rapidement ouvert la marque par Mamba Mukombozi à la première minute. Mais les Viets de Lubumbashi sont revenus à la marque à la 18e mn par le défenseur central Patrick Mpata qui a trompé le gardien de but Arsène Kambale dans un cafouillage. Et à la 23e mn, l'attaquant Cédric Ngulubi a donné l'avant-



Le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi (photo totalement-sports.net)

tage au FC Saint-Eloi Lupopo. Mais l'AS Nyuki a égalisé à la 43e mn par Serge Katembo. C'est donc une bonne opération pour l'équipe coachée par l'entraîneur franco-algérien Mankour Boualem qui ramène quatre points de son déplacement dans le Nord-Kivu. Au stade Frédéric-Kibasa de Lubumbashi, le FC Lubum-

bashi Sport a fait jeu égal avec l'AS Maniema Union par deux buts partout. Les deux buts du club de Kindu ont été signés par Ginola Nzau Mbuangi à la 47e et 54e mn. Toujours à Lubumbashi, la Jeunesse sportive Groupe Bazano et l'Académie Club Rangers de Kinshasa se sont tenus en respect par un but partout. Buto-

to Kamana a marqué pour le club local à la 24e mn, avant l'égalisation de Kazema Baso à la 72e pour le club tuteuré par Lambert Osango.

Le 7 décembre à Kinshasa, le Racing Club de Kinshasa (RCK) a été tenu en échec par Sa Magesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi par un but partout. Ntumba Libanza a per-

mis au RCK de mener au score à la 10e mn. Et José Badibake a égalisé pour le club sang et or de Mbuji-Mayi à la 51e. Sanga Balende qui a gagné trois points à la suite du forfait et de l'exclusion infligés à Renaissance du Congo prend donc un total de quatre points à l'issue de ces deux matchs dans la capitale. Pour sa part, le club bleu et or de Kinshasa compte désormais deux points après cinq rencontres livrées.

La cinquième s'est poursuivie, le 9 septembre, au stade de l'Unité de Goma avec la victoire du CS Don Bosco sur Dauphin Noir qui est à sa deuxième défaite de suite à cette compétition nationale du ballon rond. Les Salésiens l'ont emporté par trois buts à un, avec les buts de Djo Mukulu dès la 2e mn, Hervé Ndonga à la 9e et le néo-international local Joël Beya à la 12e. Thiti Mambuma a inscrit le but de l'honneur de Dauphin Noir à la 43e mn.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



SOUDAN DU SUD

Rieck Machar à Juba pour rencontrer Salva Kiir

L'ex-chef rebelle sud-soudanais a foulé le sol de la capitale, le 9 septembre, après un an d'exil à Khartoum. Il doit être reçu par l'actuel président pour tenter de faire avancer le processus de paix, a-t-on appris.

Le chef de l'Etat sud-soudanais, Salva Kiir, va avoir une « rencontre en face-à-face avec le Premier vice-président désigné, Rieck Machar », a confirmé le gouvernement sud-soudanais. La visite devrait durer deux jours. Elle intervient alors que se rapproche la date limite, fixée à début novembre, pour la formation d'un gouvernement transitoire d'union nationale, point-clé de l'accord de paix signé, en septembre 2018, à Addis-Abeba. Le texte prévoit notamment la nomination de Rieck Machar au poste de vice-président.

Selon les termes de l'accord, le gouvernement du pays devait initialement être formé en mai, cependant, inquiet des conditions de sécurité à son retour à Juba, Rieck Machar avait obtenu un délai de six mois supplémentaires. Il est finalement arrivé à Juba, précédé par deux avions transportant une large délégation d'une soixantaine de personnes.

Le 8 septembre, le ministre de l'Information, Michael Makuei, avait déclaré que Salva Kiir et le vice-président évoqueraient « *outes les questions en suspens concernant le processus de paix et la manière d'aller de l'avant* ».

« *Nous attendions ce moment depuis longtemps. La seule manière d'aller de l'avant était que les deux se rencontrent. Il est tout à fait possible de former un gouvernement d'union nationale, mais ils de-*

ront trouver de nouveaux accords politiques pour cela », a-t-il déclaré.

Alan Boswell, expert à l'International crisis group, a estimé que des discussions directes entre les deux hommes sont le seul moyen de faire avancer les choses, soulignant que si les deux dirigeants sud-soudanais échouaient « *à trouver un moyen d'avancer en se parlant directement, alors on peut s'attendre à une crise majeure* ».

Le président Salva Kiir et Rieck Machar ne se sont pas vus depuis une rencontre au Vatican, en avril. Quant à leur pays, il a sombré dans la guerre civile en décembre 2013, deux ans après son indépendance du Soudan, lorsque le président sud-soudanais, un Dinka, a accusé Rieck Machar, alors son vice-président, membre de l'ethnie nuer, de fomenter un



Rieck Machar

coup d'État.

Si l'accord de paix conclu, en septembre 2018, a entraîné une forte baisse des combats, il faut signaler que les affrontements n'ont pas complètement cessé. Le délai négocié en mai devait notamment permettre de procéder au cantonnement des combattants et à leur intégration dans une armée

unifiée, mais peu de progrès ont été enregistrés depuis.

Une étude récente estime que le conflit entre les partisans de Rieck Machar et l'armée régulière a fait plus de trois cent quatre-vingt mille morts, et poussé plus de quatre millions de Sud-Soudanais, soit près d'un tiers de la population, à quitter leurs foyers.

Nestor N'Gampoula

TRANSPORT AÉRIEN

Air France a fait une offre de reprise pour Aigle Azur

Le groupe veut reprendre la compagnie qui a arrêté ses vols vendredi, après avoir été placée en redressement judiciaire, a déclaré, hier, un de ses porte-paroles, cité par les médias français.

Selon BFM-TV, Air France ne proposerait que de reprendre l'activité moyen-courrier, comme les vols vers l'Algérie et le Portugal.

Parmi les repreneurs potentiels, les médias français évoquent notamment le Britannique Easyjet, l'Espagnol Vueling et la compagnie française Air Caraïbes.

La compagnie spécialiste de la desserte vers l'Algérie, qui emploie mille deux cents salariés dont sept cents en France, a été placée lundi dernier en redressement judiciaire et a interrompu ses vols vendredi, clouant dix-neuf mille passagers au sol sans qu'elle ne puisse leur assurer un rapatriement ou un dédommagement.

Près de treize mille d'entre eux, dont onze mille en Algérie, étaient encore bloqués lundi, a indiqué le secrétaire d'Etat aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN

Le défi de la scolarisation des jeunes déplacés

Dès la rentrée scolaire en septembre, Kelsy Shinyuy, 10 ans, va fréquenter le groupe scolaire bilingue Saint-Joseph dans la ville camerounaise de Foumban (ouest), loin de sa ville natale. Depuis trois ans, la jeune fille n'a pas mis le pied dans une salle de classe.

A Kumbo, où Shinyuy est née, les séparatistes armés ont fait fermer les écoles pour protester contre le pouvoir central. Ils cherchent à créer un Etat indépendant regroupant les deux régions anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

« *J'entendais des coups de feu tout le temps. Il fallait courir se cacher et parfois, on voyait des corps joncher les rues* », a-t-elle raconté à Xinhua, ajoutant : « *J'étais très triste de ne pas pouvoir aller à l'école* ».

Fin août, Shinyuy et sa famille ont dû quitter Kumbo pour trouver refuge chez une proche à Foumban, chef-lieu du département du Noun, dans la partie francophone du Cameroun. Fuyant les combats, sa mère n'a pu rassembler que quelques moyens à peine suffisants pour envoyer l'aînée de ses enfants à l'école, après trois ans de rupture d'études.

« *Je suis très triste pour mon amie Thérèse qui n'a pas pu quitter Kumbo avec ses parents. Elle ne partira pas à l'école pour la quatrième année consécutive* », a dit Shinyuy, poursuivant : « *Tous les enfants (là-bas) veulent aller à l'école* ».

Mille quatre cents écoles fermées

L'histoire de Shinyuy est loin d'être un cas isolé. D'après un rapport de l'Unicef

publié en août, la crise sécuritaire a entraîné la fermeture de plus de quatre mille quatre cents écoles en zone anglophone du Cameroun, plus de six

avait facilité l'inscription scolaire de quelque sept mille enfants déplacés dans le Noun. Les élites locales agissent aussi. Dans l'accompagnement des dé-

« J'entendais des coups de feu tout le temps. Il fallait courir se cacher et parfois, on voyait des corps joncher les rues »

cent mille enfants étant été ainsi privés de scolarité.

Quelque cinq cent trente mille habitants ont fui leur foyer, selon les Nations unies. Beaucoup d'entre eux sont des enfants qui cherchent à s'inscrire dans les écoles de villes d'accueil.

Afin de répondre à cette demande qui se fait de plus en plus pressante, le ministère de l'Enseignement secondaire vient d'ordonner l'accès sans aucune condition des déplacés dans les lycées et collèges.

Du côté des autorités locales, le sous-préfet de Foumban, Michael Nkenemo Atteh, a assuré que des ressources ont été mobilisées pour trouver des places dans les établissements à tous les enfants déplacés arrivés en ville.

A la date du 31 août, le nombre des déplacés dans le Noun est de 38 940, un chiffre qui a connu une augmentation majeure par rapport à l'année dernière, a indiqué Ibrahim Pouamoun, secrétaire départemental de la Croix-Rouge du Noun. L'an dernier, la Croix-Rouge

placés, les personnalités du royaume Bamoun, une importante chefferie traditionnelle du Noun, ont offert des fournitures scolaires.

Un suivi psychosocial mis en place

Pour assurer aux déplacés un revenu durable, le sultan roi Ibrahim Mbombo Njoya a mis à leur disposition six cents hectares de terrain, a fait savoir Inoussa Ngoupayou, son premier adjoint.

Au groupe scolaire bilingue Saint-Joseph de Foumban, un mécanisme de suivi psychosocial a été mis en place en faveur de l'insertion des élèves déplacés. « *Nous bâtissons l'homme, mais aussi le cœur, donc par ricochet les sentiments des enfants que nous accompagnons* », explique sa directrice, Carolina Yaah.

A l'issue de trois années blanches, Shinyuy devrait passer un test de niveau avant de reprendre les cours. Malgré le retard, elle reste optimiste et promet de poursuivre son rêve de devenir médecin pour sauver les vies.

Xinhua

G5 SAHEL

Projet d'un chemin de fer transsahélien

A Ouagadougou, au Burkina-Faso, une étude de faisabilité du projet a été lancée le 6 septembre. Il s'agit là d'une étape vers la réalisation d'un chantier qui devrait relier cinq pays du Sahel, à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

Les chefs d'Etat du G5 Sahel avaient décidé, lors de leur premier sommet ordinaire de novembre 2015, à N'Djamena, au Tchad, la construction d'un chemin de fer, le «Transsahélien», pour relier les cinq pays de la région. L'idée a été inscrite dans le Programme d'investissement prioritaire dont la première phase couvre la période 2019-2021 et contient quarante projets structurants et à impact rapide.

« Nul besoin de rappeler à quel point le développement des infrastructures ferroviaires est capital pour le désenclavement de nos vastes territoires, enclavés et surtout pour les pays de l'hinterland (Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad). La mise en œuvre du Transsahélien permettra surtout de mettre en réseau les cinq pays de manière plus dynamique, condition indispensable pour envisager la mise en valeur du riche potentiel de son espace », a déclaré le ministre des Transports, de la mo-

bilité urbaine et de la sécurité routière du Burkina-Faso, Vincent Dabilgou.

Le développement des routes est capital pour amorcer le développement qui est également et surtout une arme pour lutter contre l'insécurité, la raison principale qui a prévalu à la mise en œuvre du G5 Sahel. « Les chefs d'Etat ont compris qu'on ne peut pas aboutir à un espace de paix, si on ne s'attaque pas aux problèmes réels du développement. L'insécurité est nourrie par la pauvreté et vice versa. C'est un projet qui va nous permettre de relier espace de sécurité et espace de développement », a ajouté le ministre des transports.

« Face au contexte actuel de plus en plus changeant au sein duquel cohabitent aussi bien des facteurs d'instabilité que des opportunités liées au terrorisme et à la mondialisation, la marge de manœuvre pour relever de tels défis se décline en termes d'intégration des réseaux d'infrastructures », a expliqué Mikailou Sidibé, expert en infrastructures au G5 Sahel.

L'étude de faisabilité est prévue pour une durée d'environ dix mois, une étape préalable qui devra fournir les arguments utiles dans la mobilisation

des financements pour les travaux futurs. Cette phase permettra, entre autres, de définir la structure des liaisons ferroviaires existantes et décrire les tracés possibles, les conditions topographiques, géologiques et autres conditions d'environnement et préciser les points de départ et d'arrivée ainsi que les localités traversées; d'établir un diagnostic général des conditions actuelles de transport des biens et des personnes dans l'espace G5 Sahel; de proposer une estimation sommaire des coûts d'investissement requis et un mécanisme de financement du projet.

Aujourd'hui, le tracé sommaire disponible est à 5000 km, en tenant compte des sections de rails qui existent dans certains pays. « C'est la première fois que cinq pays se mettent ensemble pour un aussi grand projet, la pression est grande, il y a l'insécurité. On ne peut pas ramener la paix seulement par la guerre, par les militaires. Il faut qu'on crée un espace de développement économique et social. Nous sommes accompagnés par des partenaires. Cette étude, dès qu'elle va se terminer, nous allons lancer une conférence des bailleurs des fonds », a plaidé Vincent Dabilgou.

Noël Ndong

SOUDAN

L'Union africaine lève sa suspension

Le pays a mis en place son premier gouvernement depuis le renversement du président Omar el-Béchir.

Le Conseil paix et sécurité de l'Union africaine (UA) a annoncé avoir pris la décision « maintenant que le Soudan s'est doté d'un gouvernement dirigé par des civils ».

La mise en place du gouvernement dirigé par Abdallah Hamdok est une étape majeure de la transition consécutive au coup d'Etat contre Omar el-Béchir. La nomination des ministres a été saluée comme « le début d'une ère nouvelle » par le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat.

L'UA avait annoncé, en juin, la suspension immédiate du Soudan jusqu'à la création d'une autorité civile de transition. Après la signature, le 17 août, d'un accord entre le Conseil militaire de transition et les leaders de la contestation contre son régime, le Soudan s'est doté d'un Conseil souverain. Cette instance constituée majoritairement de civils est dirigée par un militaire, qui doit superviser la transition prévue pour une durée de trois ans au terme de laquelle des élections seront organisées

N.Nd.

REMERCIEMENTS



La famille de feu Edouard Gakosso et enfants Gakosso, remercient les parents, amis et connaissances pour leurs soutiens multiples liés aux obsèques de leur père, oncle, frère, cousin, neveu et grand père. Pour la famille et enfants Gakosso.

BURKINA FASO

Au moins vingt-neuf personnes tuées dans le nord du pays

Deux attaques ont ensanglanté, le 8 septembre, deux localités de la province du Sanmatenga, dans le nord du pays. Le bilan provisoire fait état d'au moins vingt-neuf morts et six blessés, évacués dans les centres de santé, pour une prise en charge appropriée.

Le 8 septembre, un véhicule de transport de marchandises, dans lequel se trouvaient également des passagers, a sauté sur une mine artisanale faisant une quinzaine de morts et six blessés. Selon une source sécuritaire, les victimes de l'attaque qui s'est déroulée entre les localités de Guendbila et Barsalogo, aux environs de 12 h, étaient en majorité des commerçants.

Le camion a été complètement détruit, d'après des témoins. Des renforts militaires ont été déployés sur place et des opérations de ratissage sont en cours, à en croire le gouvernement. A une cinquantaine de kilomètres, dans la même région, une autre attaque a été perpétrée par des individus armés non identifiés visant un convoi de vivres destinés à la population de Kelbo et des environs. Les vivres du Programme alimentaire mondial étaient sous escorte des forces de défense et de sécurité jusqu'à la commune de Dablo. « Face au mauvais état de la route, le contenu du camion a été transféré sur les tricycles pour sa destination finale », explique une source sécuritaire.

Le gouvernement a indiqué que cette attaque, perpétrée par des terroristes, a fait

quatorze morts parmi les conducteurs de tricycles et d'importants dégâts matériels. De source sécuritaire, les assaillants ont emporté une partie des vivres après le forfait. Suite à ces événements tragiques, le gouvernement invite les transporteurs à se conformer aux consignes de sécurité et s'assurer de la praticabilité des voies par une collaboration avec les forces de défense et de sécurité. Le Burkina Faso est pris, depuis quatre ans et demi, dans une spirale de violences, attribuées à des groupes armés djihadistes, certains affiliés à Al-Qaïda et d'autres au groupe Etat islamique. Depuis début 2015, les attaques djihadistes, de plus en plus fréquentes et meurtrières, en particulier dans le nord et l'est, ont fait plus de cinq cent soixante-dix morts, selon un décompte de l'AFP.

L'armée burkinabè qui subit de lourdes pertes – l'attaque la plus meurtrière a fait vingt-quatre morts en août – semble incapable d'enrayer les attaques, tandis que la menace, d'abord concentrée dans le nord, touche plusieurs autres zones du pays, dont les régions de l'est et de l'ouest. Ces violences ont provoqué des exodes massifs, notamment dans le nord du pays.

Josiane Mambou Loukoula

DIPLOMATIE

L'ambassadeur du Congo au Rwanda échange avec la vice-secrétaire générale de l'ONU

Guy Nestor Itoua, en sa qualité d'ambassadeur du pays assurant la présidence de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl), s'est entretenu, le 7 septembre à Kigali, avec Amina J. Mohammed, en marge de la séance de travail que cette dernière a eue avec le corps diplomatique accrédité au Rwanda.

Les échanges entre les deux personnalités ont porté essentiellement sur les réformes engagées par les Nations unies et particulièrement sur le rôle des coordonnateurs résidents dans l'accompagnement de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Soulignant l'importance de la nouvelle organisation du système des Nations unies dans les pays, Amina J. Mohammed a expliqué: « *Le coordonnateur résident est le leader de l'équipe-pays des Nations unies et son rôle est de rassembler les différentes agences des Nations unies afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité de leur action au service du développement du pays. Il assure la coordination des activités opérationnelles des Nations unies pour le développement afin que l'aide des Nations unies soit alignée avec les priorités nationales de développement et la demande de renforcement des capacités, en conformité avec les traités internationaux et les objectifs de développement* ».

Poursuivant son propos, la diplomate onusienne a insisté



L'ambassadeur du Congo au Rwanda, Guy Nestor Itoua, Amina J. Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU

sur la mise en œuvre des réformes administratives de son organisation qui visent un accompagnement plus efficace des gouvernements dans l'accomplissement des ODD, avec des dynamiques tendant à assurer la promotion de la bonne gouvernance, de la transparence de l'action publique, de

la lutte contre la corruption, du libre fonctionnement des marchés, de la protection de l'environnement, de la démocratie et de l'Etat de droit.

Réagissant aux propos du numéro deux de l'ONU, l'ambassadeur Guy Nestor Itoua a déclaré que toutes les valeurs énumérées par sa distinguée

interlocutrice constituent également le fondement de l'action du président congolais, Denis Sassou N'Guesso, qui œuvre sans relâche pour la paix et le développement dans l'espace Cirgl, dont il assure la présidence en exercice.

Le chef de l'Etat congolais, a poursuivi Guy Nestor Itoua,

vient de boucler une visite de travail en France au cours de laquelle les questions de climat ont été évoquées. Une lettre d'intention, établissant un partenariat entre le Congo et l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale, a d'ailleurs été signée entre les chefs d'Etat du Congo et de France, à cette occasion. Le Congo se prépare, en outre, à abriter, du 10 au 12 septembre, à Brazzaville, le forum investir en Afrique en partenariat avec le gouvernement chinois et la Banque mondiale ; une occasion qui sera donnée pour plancher sur le financement du développement en Afrique.

Pour terminer, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo auprès du Rwanda et doyen du Groupe diplomatique africain dans ce pays a fait savoir que « *très bientôt, la voix de la République du Congo portera à la tribune des Nations unies, à New York, pour évoquer les questions de paix et de développement* ».

Marie Alfred Ngoma

SUICIDES

Huit cent mille personnes mettent fin à leurs jours chaque année dans le monde

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rendu public, le 9 septembre, un rapport dans lequel elle fait état de la situation, soulignant que toutes les quarante secondes, les chiffres restent alarmants même si le taux de suicide par habitant recule.

Le texte a été publié avant la journée mondiale de prévention du suicide, célébrée le 10 septembre de chaque année. Il explique qu'entre 2010 et 2016, le taux mondial a diminué de 9,8% avec des baisses allant de 19,6% dans la région du Pacifique occidental à 4,2% dans la région de l'Asie du sud-est. En ce qui concerne les Amériques, l'étude note que cette région est la seule qui a enregistré une hausse (+6%).

Pour l'OMS, la baisse mondiale des suicides s'explique en partie par le fait qu'un plus grand nombre de pays (trente-huit) dispose de stratégies de prévention, même si ce chiffre reste « trop faible ». « *Malgré les progrès réalisés, on compte toujours un décès par suicide toutes les quarante secondes* », la même fréquence que celle indiquée en 2014, a relevé le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué. Analysant les cas de suicides

dans chaque région, le rapport signale que la très grande majorité d'entre eux se produit dans des pays à revenu faible et intermédiaire. Il indique que les pays à revenu élevé ont le taux le plus élevé de suicide (11,5 pour cent mille habitants). L'Afrique, l'Europe et l'Asie du sud-est sont des régions où les taux de suicide sont supérieurs à la moyenne mondiale qui est 10,5 pour cent mille habitants. La région de la Méditerranée orientale dispose, quant à elle, du taux le plus faible. Dans la même étude, l'OMS note que le Guyana, ancienne colonie britannique située entre le Venezuela et le Surinam, et la Russie sont des pays qui enregistrent les taux les plus élevés de suicide, respectivement de 30,2 et 26,5 pour cent mille habitants. Le texte avance que la Lituanie, le Lesotho, l'Ouganda, le Sri Lanka, la Corée du Sud, l'Inde ou encore le Japon figurent parmi les Etats qui disposent de taux élevés de suicides. Diminuer l'accès aux pesticides très dangereux peut faire baisser les taux de suicide, estime l'OMS, ajoutant que les méthodes de suicide les plus courantes sont la pendaison, l'auto-empoisonnement par les pesticides et les armes à feu.

Nestor N'Gampoula

EXPOSITION

3 758 cartables de l'Unicef pour dénoncer les décès d'enfants dans les conflits

Une installation des sacs de l'agence onusienne disposés en rangées rappelle un cimetière, chacun représentant la mort d'un enfant dans une guerre. Cette installation qui se tient du 8 au 10 septembre aux Nations unies, à New York, est un message aux dirigeants du monde.

L'objectif est de montrer l'ampleur dévastatrice des décès d'enfants dans les zones de conflit en 2018, quelques jours avant l'Assemblée générale annuelle de l'ONU. « *Alors que de nombreux enfants retournent à l'école cette semaine, nous attirons l'attention sur les milliers d'enfants tués dans les zones de conflit et dont la perte tragique se fera sentir à jamais*

dans leurs maisons, leurs salles de classe et leurs communautés du monde entier », a déclaré la directrice exécutive de l'Unicef, Henrietta Fore.

« *Les progrès remarquables réalisés pour les enfants au cours des trente dernières années montrent clairement ce que nous pouvons faire si nous mobilisons la volonté politique de donner la priorité aux enfants* », a-t-elle souligné. Une fois l'installation retirée, les cartables continueront leur voyage pour soutenir l'éducation des enfants. « *Les cartables de l'Unicef ont toujours été un symbole d'espoir et de possibilité pour les enfants. Dans à peine deux semaines, les dirigeants mondiaux réunis à l'Assemblée*

générale des Nations unies célébreront le trentième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cette installation devrait leur rappeler les enjeux », a-t-elle poursuivi.

Selon le rapport annuel du secrétaire général des Nations unies pour l'année 2019 sur les enfants et les conflits armés, plus de douze mille enfants ont été tués ou mutilés dans les zones de conflit l'année dernière - le nombre le plus élevé depuis que les Nations unies surveillent et dénoncent cette grave violation. Ce ne sont que les chiffres vérifiés; les chiffres réels étant probablement beaucoup plus élevés.

Josiane Mambou Loukoula

NIGERIA

Le parti au pouvoir exige la nationalisation des entreprises sud-africaines

Suite aux violences xénophobes perpétrées en Afrique du Sud, ces dernières semaines, le All progressive congress (APC) a appelé le gouvernement nigérian à prendre possession des sociétés de ce pays.

La déclaration intervient en représailles aux récentes violences qui ont notamment visé la communauté nigériane présente en Afrique du Sud. En plus d'avoir de nombreux morts, ces attaques xénophobes ont suscité

des tensions diplomatiques entre les deux géants d'Afrique. Pendant que le Nigeria a rappelé son ambassadeur à Pretoria, l'Afrique du Sud annonçait, la semaine dernière, la fermeture de son ambassade à Abuja, évoquant des questions liées à la « *sécurité du personnel* ».

« *Alors que les Sud-Africains continuent de bénéficier de l'environnement économique nigérian et de rapatrier des milliards de dollars, les autorités sud-africaines semblent jalouses des petits boulots dans lesquels certains Nigériens et d'autres Noirs*

sont impliqués », a déclaré Adams Oshiomhole, président du parti APC, dans un message télédiffusé. Et d'ajouter : « *Il vaut la peine que le gouvernement nigérian prenne des mesures pour reprendre les actions restantes de MTN qui sont détenues par des Sud-Africains* ». Notons que le dirigeant du parti au pouvoir a également recommandé des mesures similaires pour d'autres compagnies sud-africaines, le boycott de leurs produits et la révocation des droits d'atterrissage pour South-african airways.

J.M.L.

CONCOURS PROFESSIONNELS

481 candidats admis au certificat d'aptitude professionnelle

Les résultats affichent un pourcentage de 95,06% sur l'ensemble du territoire national et ont été rendus publics, le 8 septembre, à Brazzaville.

Sur 526 candidats inscrits, c'est finalement, 481 qui ont été déclarés admis au certificat d'aptitude professionnelle pour avoir eu une moyenne supérieure ou égale à dix. L'année dernière, un taux de réussite de 86% était enregistré aux brevets et examens de sortie. Cette année, il est passé à 95,06%.

« Nous remarquons une progression de plus de dix points pour les brevets et examens de sortie. Ce taux de réussite qui hausse à 95,06% témoigne l'engagement des apprenants pour obtenir leur diplôme. Nous rendons hommage aux enseignants et à tous les acteurs pédagogiques », a expliqué Joseph Moukila, directeur des examens et concours techniques et professionnels. Le diplôme qui sanctionne les formations des apprenants des centres de formation d'apprentissage professionnel (CFA) est le certificat d'aptitudes professionnels. Ces CFA sont installés dans les villes de Brazzaville,



Joseph Moukila, directeur des examens et concours techniques et professionnels Adiac

Pointe-Noire et Dolisie. Dans ces centres, les apprenants sont formés aux métiers du froid, bâtiment, électricité, menuiserie, maintenance industrielle et automobile ainsi que les métiers lourds.

« Nous avons plus d'une vingtaine d'examens et les difficultés sont énormes au plan financier. Les enseignants ont fait preuve d'un esprit de sacrifice et de volontariat car les examens ont été traités à crédit. Que les efforts soient fournis au niveau du gouvernement »,

a plaidé le directeur des examens et concours techniques et professionnels. Rappelons que ces dix dernières années, des évolutions structurelles ont été observées dans l'enseignement professionnel au sein du système scolaire. La décentralisation, les réformes et les bouleversements de la vie économique expliquent cette mutation. Les jeunes eux-mêmes vivent plus ou moins bien leur orientation professionnelle et leur lente transition vers l'emploi.

Fortuné Ibara

LIBYE

Khalifa Haftar refuse de négocier avec Favez al-Sarraj

La décision de l'homme fort de l'est libyen a été annoncée, le 9 septembre, à Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis, au cours d'une conférence de presse animée par son porte-parole, le général Ahmed al-Mesmari.

Après avoir catégoriquement rejeté le dialogue proposé par l'ONU, afin de restaurer la paix dans le pays, Ahmed al-Mesmari a déclaré qu'il était trop tard pour reprendre des discussions.

« La solution militaire est la meilleure pour restaurer la sécurité et rétablir la loi », a soutenu le général al-Mesmari, affirmant que la bataille pour conquérir Tripoli était dans sa phase finale, alors que le gouvernement de Tripoli dénonçait l'implication des Emirats arabes unis.

Pour sa part, Ghassan Salamé, l'émissaire de

l'ONU pour la Libye, a appelé le Conseil de sécurité à intervenir, pour mettre fin au conflit dans ce pays. « Sans un soutien sans équivoque de ce Conseil et de la communauté internationale dans son ensemble, deux scénarios très désagréables » pointent, a-t-il averti. D'une part, « la poursuite d'un conflit persistant et de faible intensité », d'autre part, « une intensification des soutiens militaires » à l'une ou l'autre partie qui « plongerait l'ensemble de la région dans le chaos ».

En rappel, les combats pour la prise de Tripoli ont fait, depuis le 5 avril, mille quatre-vingt-treize morts et cinq mille sept cent cinquante-deux blessés. Ils ont également forcé cent vingt mille personnes à quitter leurs foyers.

Carmela Makita (stagiaire)

ZIMBABWE

L'ancien président sera inhumé dimanche

Robert Mugabe sera enterré le 15 septembre, a annoncé le 8 septembre le gouvernement.

Agé de 95 ans, l'ex-chef de l'Etat s'est éteint le 6 septembre à Singapour où il était soigné depuis avril. Il a dirigé le Zimbabwe pendant près de quatre décennies jusqu'en novembre 2017, date à laquelle il a dû démissionner.

Dans une note aux diplomates en poste à Harare, le ministère des Affaires étrangères a précisé que les funérailles de Robert Mugabe auraient lieu samedi prochain au Stade national des sports, avant son enterrement le lendemain.

Le ministère n'a pas indiqué où l'ancien président, désor-

mais déclaré comme héros national, sera inhumé.

Selon la tradition, les héros et les héroïnes nationaux sont enterrés sur le site de Heroes' Acre, situé au sommet d'une colline de Harare, la capitale, même si les familles peuvent opter pour un autre lieu de sépulture.

Dans sa note, le ministère recommande aux chefs d'Etat et de gouvernement souhaitant assister aux funérailles d'Etat de samedi d'arriver la veille à Harare.

Le gouvernement indiquait qu'il devait envoyer hier une délégation à Singapour, conduite par le vice-président, Kembo Mohadi, pour participer au rapatriement du corps de Robert Mugabe au Zimbabwe, lequel est attendu pour mercredi.

NIGERIA

L'armée lance un raid contre un camp de Boko Haram

Des activistes de l'organisation terroriste ont été tués et plusieurs autres blessés ont pris la fuite, suite à une opération contre leur camp lancé par les forces de sécurité nigérianes dans l'Etat de Borno (nord-est).

Le raid a eu lieu dimanche dans le village de Gworege, situé dans le secteur de Dikwa, a déclaré le colonel Sagir Musa, porte-parole de l'armée, dans un communiqué dont Xinhua a obtenu copie à Abuja.

L'armée nigériane qui n'a pas précisé dans le communiqué le bilan des activistes tués, a affirmé que ceux-ci ont essuyé un coup dur, du fait que les troupes ont détruit leur camp après avoir reçu des informations crédibles auprès d'habitants locaux portant sur la présence d'éléments du groupe terroriste dans ce village. L'opération militaire a été menée avec la collaboration d'une milice pro-gouvernementale, la Force opérationnelle conjointe civile, de groupes d'autodéfense locaux et de chasseurs, a ajouté le communiqué.

« Aucun soldat n'a été tué, blessé ou n'est porté disparu dans l'opération alors que les activistes ont subi des tirs nourris des troupes », selon le texte.

La région du nord-est du Nigeria a été déstabilisée depuis plus d'une décennie par Boko Haram, qui avait enlevé en 2014 des centaines d'écolières. Le groupe est connu pour son plan de maintenir un califat virtuel dans le pays africain le plus peuplé.

Xinhua

NÉCROLOGIE



Jean-Jacques Koubemba, journaliste au quotidien « Les Dépêches de Brazzaville », Jean-Bernard Ntsana, Raymond Likouya et la famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, grand-mère, sœur, Monique Souamou, survenu le mardi 3 septembre 2019 au CHUB. La veillée mortuaire se tient au n°74, rue Itendi, Moukondo, quartier Cité des 17, arrêt Maison Blanche.

REMERCIEMENTS



Déjà quatre années que tu nous a quittés Papa ! Le temps passe si vite, mais ton souvenir est

plus que jamais là.

A l'occasion de ce triste quatrième anniversaire du décès de notre très cher bien-aimé père et mari, Gilbert Okondza, les enfants Okondza : Justin, Opias, Gilthèse, Gandy, Gracette, Espérance, Viha, la veuve Thérèse Okondza et la famille vous prient de se joindre à eux, afin d'avoir une pensée en mémoire de l'âme de cet illustre homme.

A cet effet, une messe pour le repos de son âme sera dite le dimanche 15 septembre 2019, à 10h30 en l'église Notre Des Victoires, ex Sainte Marie de Ouenzé.

Papa, nous ne t'oublierons jamais, que Dieu te bénisse.

BASSIN DU CONGO

La BDEAC chargée d'héberger les fonds climatiques

L'institution financière sous-régionale devrait mettre son expertise au service du développement durable, à travers le financement de la transition énergétique et industrielle, de la construction des infrastructures et de la création d'emploi.

La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a été choisie pour coordonner le financement climatique dans le Bassin du Congo, à l'issue de la réunion des ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le 7 septembre, à Brazzaville.

En effet, la réunion des ministres en charge de l'environnement de la CEEAC visait à adopter une « position commune » à présenter au sommet de l'action sur le climat prévu le 23 septembre, à New York, en marge de la 74^e assemblée générale des Nations unies.

« Notre choix d'aller unis à New York procède de notre engagement commun de créer des synergies dans l'action en ce qui concerne les questions environnementales. L'Afrique a toujours été mieux comprise, lorsqu'elle parle d'une seule voix », déclarait en substance le ministre des Affaires étrangères, de la

coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso.

Le projet de déclaration commune CEEAC qui n'a pas été dévoilé présente, à en croire le chef de la diplomatie congolaise, le potentiel écologique de cette partie du continent, les efforts consentis par les pays riverains en matière de lutte contre le changement climatique, ainsi que des arguments suffisants pour mobiliser les bailleurs de fonds.

Pour le président de la BDEAC, Fortunato-Ofa Mbo Nchama, la prochaine rencontre de New York constitue une opportunité pour la sous-région de soumettre aux partenaires des actions concrètes. Son institution jouera un grand rôle dans la réalisation des projets retenus, pour concilier la lutte contre les changements climatiques et le développement économique, la création d'emplois et l'élimination de la pauvreté. Une opinion que semble



La photo de famille

partager la secrétaire générale adjointe de la CEEAC, Chantal Mfoula. « Cette démarche est justifiée par la volonté des États membres de diversifier leur économie concentrée sur les énergies fossiles et les minerais, de lutter contre le chômage de plus en plus

paradoxal au vu du potentiel du capital naturel de la sous-région », a-t-elle souligné, ajoutant que la déclaration commune contient des enjeux politiques, diplomatiques, socio-économiques importants. Signalons que la cérémonie d'ouverture de la réunion des

ministres de la CEEAC a été présidée par le Premier ministre congolais, Clément Mouamba. Les douze pays membres de la CEEAC ont été représentés, dont les ministres de la République centrafricaine, du Gabon, de la Guinée équatoriale.

Fiacre Kombo

GESTION D'ENTREPRISES

L'Institut congolais de l'audit et du contrôle internes adopte de nouveaux statuts

La structure a révisé ses textes fondamentaux, le 7 septembre à Brazzaville, lors d'une assemblée générale extraordinaire. Son objectif est de se conformer aux exigences internationales en la matière afin de bien relever les défis de l'audit au Congo.

Réunis sous la direction de son président, Etienne Koti, les membres de l'Institut congolais de l'audit et du contrôle internes (Icaci) ont passé en revue le fonctionnement global de leur organisation. A cet effet, ils ont examiné puis adopté, après amendements, les nouveaux statuts de la structure. Les documents adoptés permettront à cette organisation de s'arrimer à la nouvelle réglementation internationale en matière d'audit, conformément aux exigences de l'Institut international de l'audit interne (IIA), une référence mondiale dans le domaine.

« C'est en tenant compte de ce qui précède, et à la demande de l'UFAI qu'Icaci a entamé le processus d'affiliation à l'IIA Global, dont l'une des exigences est la réforme des statuts. C'est ce à quoi nous nous employons. Selon nos statuts, c'est le genre d'affaire qui se traite en as-



Les responsables de l'Icaci lors de l'assemblée générale

semblée générale extraordinaire », a souligné Etienne Koti à l'ouverture des travaux. Pour garantir le bon fonctionnement de l'Icaci, ses membres ont élu un nouveau

conseil d'administration composé de douze personnes, sous la direction d'Etienne Koti. Il est assisté par Prime Corneille Obonga, Lala Akossa et Noël Diakanou.

Il faut rappeler que l'Icaci est une association de droit congolais à but non lucratif. Créé en juin 2007, son but est de représenter la profession d'audit interne, de promouvoir

son développement, d'aider les auditeurs internes afin de participer à la bonne gouvernance des entreprises et des organisations.

Ses principales missions sont, entre autres, être l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des organisations professionnelles ; améliorer la crédibilité des services d'audit interne au Congo et le professionnalisme des auditeurs internes ainsi qu'encourager la recherche et sa diffusion.

L'Icaci vise aussi à coopérer avec les universités, les grandes écoles, les entreprises et les organismes professionnels ; être à l'écoute de leurs attentes et préoccupations, surtout prendre la défense des intérêts de la profession.

L'Icaci est affilié à l'Ufai (Union francophone de l'audit interne), un organisme fédérateur de la zone francophone de l'audit interne.

Firmin Oyé

VIE ASSOCIATIVE:

La plate-forme Jeunes leaders met en place ses instances nationales

Une assemblée générale tenue le 7 septembre, à Brazzaville, a permis à l'organisation que dirige Illytch Yoka sur le plan international d'installer son secrétariat exécutif au Congo, présidé par Lauréat Mahony.

L'assemblée générale des Jeunes leaders du Congo est intervenue deux ans après l'assemblée constitutive, tenue en 2016. Illytch Yoka a expliqué que celle-ci avait pour but la révision des textes fondamentaux et l'élection des nouveaux membres, notamment au niveau national.

« Nous avons aujourd'hui une coordination générale qui ne gère pas l'exécutif, mais qui joue le rôle d'un comité de surveillance qui gère la plate-forme au niveau international. Nous avons désormais, au niveau de chaque pays, un secrétariat exécutif national ; c'est cet organe-là qui gère la plate-forme au niveau national », a-t-il indiqué. Selon Illytch Yoka, cette révision apporte un nouveau sang au fonctionnement normal de leur organisation. Pour ce faire, l'assemblée générale a mis

en place une coordination qui va veiller à l'exécution de la vision de la plate-forme au niveau national et, au niveau international, seront installés des secrétariats exécutifs, partout où il y a des jeunes leaders congolais. « C'est-à-dire, si vous êtes aujourd'hui en France, vous devez vous comporter d'abord en patriote ; l'expérience que vous avez acquise là-bas, vous devez la mettre à profit pour le développe-



La photo de famille après la réunion

« C'est-à-dire, si vous êtes aujourd'hui en France, vous devez vous comporter d'abord en patriote ; l'expérience que vous avez acquise là-bas, vous devez la mettre à profit pour le développement du pays »

ment du pays », a-t-il précisé. La direction du secrétariat exécutif national du Congo a été ainsi confiée à Lauréat Mahony, qui a invité les membres de leur plate-forme, en particulier, et la jeunesse congolaise, en général, à la sagesse pour la construction du pays. L'assemblée générale a, en outre, examiné et adopté deux documents fondamentaux, notamment les nouveaux statuts et le ré-

glement intérieur révisé. Notons que la plate-forme Jeunes leaders du Congo a été créée à Brazzaville, le 7 juillet 2015. Elle a pour but de rassembler tous les jeunes leaders du pays selon leurs domaines respectifs, en faisant d'eux des acteurs principaux de l'émergence de leur communauté respective et du développement du Congo en général.

Guillaume Ondzé

vivendi
APPEL A CANDIDATURES
SCÈNES TREMPLIN
MBOTE
HIP HOP
 RAPPERS-MANAGERS-BEATMAKERS-DJ

SCÈNES TREMPLIN // SALLE SAVORGNAN
 DU MARDI 10 AU JEUDI 12 SEPTEMBRE // 14H00
 MARDI 10 : TREMPLIN DANSES URBAINES
 MERCREDI 11 : TREMPLIN SLAM
 JEUDI 12 : TREMPLIN RAP
 JEUDI 12 - 19H00 : TREMPLIN DJ À LA CAFÉT'

En amont de la 3^{ème} édition de Mbote Hip Hop, grand concert gratuit dédié aux cultures urbaines, l'IFC invite les jeunes talents passionnés de danse, de slam, de rap et pour la première fois les beatmakers et Djs à venir participer aux tremplins.

Les prix, 5 ordinateurs portables :
 Un par catégorie, seront remis sur scène, pendant Mbote Hip Hop. Les gagnants rap, slam, danse et Djing se produiront en première partie des artistes majeurs de hip-hop venus du Congo et de RDC. Le festival sera présenté par Juliette Fievet, qui va enregistrer l'émission Légendes urbaines de RFI en direct de Brazzaville.

Le label Capitol a signé plusieurs artistes d'origine congolaise qui ont rencontré un grand succès. Aussi le Programme Vivendi Create Joy et Universal Music Group ont décidé non seulement d'offrir 5 ordinateurs, mais surtout 10 jours de formation aux métiers de la musique urbaine à 30 jeunes Brazzavillois, afin qu'ils participent à l'essor des musiques au Congo.

Les quatre catégories d'artistes qui bénéficieraient des formations sont : rapper, beatmaker, Dj, et manager.

Alors, inscrivez-vous vite et amenez votre public, sa chaleur aidera les membres du jury à départager les groupes !

Le jury pour les catégories rap, manager, Djing et beatmaking :
 Alexandre Kirchhoff DG de Capitol
 DJ Le Motif (beatmaker pour Booba, Niska, etc)
 Et Jolas, DJ, Mbote et Tchopel

Inscriptions à l'accueil de l'IFC :
 Catégories Danse, Slam Rap, et DJ sur prestation, dans la limite des places disponibles.
 Catégories Manager et Beatmaker sur dossiers : CV et lettre de motivation + CD avec sons originaux pour les beatmakers.
 Fin des inscriptions : **Samedi 7 septembre - 17H00**

ENTRÉE LIBRE

www.institutfrancais-congo.com

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO
 SCÈNES TREMPLIN
MBOTE
HIP HOP
PROGRAMME DE LA SEMAINE
 DU 09 AU 15 SEPTEMBRE

MARDI 10 SEPTEMBRE
 9h00 : Tremplin Rap
 14h00 : Tremplin danse
 18h30 : Ciné-club : La pirogue

MERCREDI 11 SEPTEMBRE
 9h00 : Tremplin Rap
 14h00 : Tremplin Slam
 15h00 : Débat d'idées : Le Bumuntu : une gouvernance locale
 19h00 : Mercredi à la 'café' : Even's Mab

JEUDI 12 SEPTEMBRE
 9h00 : Tremplin Rap
 19h00 : Tremplin DJ

VENDREDI 13 SEPTEMBRE
 15h00 : Rencontre littéraire : Congo Brazzaville

SAMEDI 14 SEPTEMBRE
 10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (Samedi des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontres de scrabble)
 19h00 : Rencontre International de l'Art Contemporain : Arc-en-ciel

JEUDI 12 : DJ

ENTRÉE LIBRE

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com

EDUCATION

Encore plus d'efforts pour élever le taux d'alphabétisation

Avec un taux avoisinant les 80%, le Congo multiplie les initiatives pour se hisser dans le carré des as des pays les plus alphabétisés d'Afrique.

« A ce jour, le Congo compte parmi les dix pays d'Afrique ayant le meilleur taux d'alphabétisation avec 79,31% en 2017. Mais il y a lieu de reconnaître qu'un tel taux montre que le chantier reste immense quant à l'alphabétisation d'une partie importante de nos concitoyens, soit un cinquième de la population qui n'a pas bénéficié de la scolarisation », a déclaré le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, dans le message du gouvernement, à l'occasion de la célébration de la 53^e Journée internationale de l'alphabétisation commémorée le 8 septembre de chaque année.

Dans la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme, le pays a multiplié les initiatives. La politique nationale de la scolarisation de la jeune



Un cours d'alphabétisation des peuples autochtones dans les écoles ORA/Photo Unicef-Congo

« Le financement demeure jusque-là faible. Les centres d'éducation non formelle manquent d'équipement et de personnel qualifié »

file a été mise en place pour réduire le risque de décrochage scolaire chez les filles-mères et améliorer le taux d'alphabétisation chez les femmes. L'érection des écoles ORA pour la scolarisation des autochtones (adultes et enfants) obéit également à la même nécessité. Pour faciliter l'alphabétisation fonctionnelle professionnalisante et qualifiante des adultes, le gouvernement prévoit d'améliorer les capacités d'utilisation des langues nationales. Des manuels d'apprentissage en lingala et en kituba sont déjà disponibles et utilisés dans les centres d'éducation non formelle. En prélude à la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, une campagne communautaire de sensibilisation a été organisée en langues nationales et maternelles, conformément au thème retenu au plan international. Selon la directrice générale de l'Alphabétisation et de l'éducation non formelle, Alphonsine Laure Matongo, les efforts consentis pour

alphabétiser le plus grand nombre ne bénéficient pas de l'engagement souhaité. « Le financement demeure jusque-là faible. Les centres d'éducation non formelle manquent d'équipement et de personnel qualifié », a-t-elle souligné, en appelant à un engagement politique plus élevé et au soutien complémentaire des partenaires techniques et financiers. Sur le plan continental, le Congo veut donc se faire une place dans le carré des as en matière d'alphabétisation. Le ministre Anatole Collinet Makosso a, d'ailleurs, rappelé que le pays est pionnier en la matière depuis 1963. « Notre pays a connu des hauts moments d'intensité qui nous ont valu par deux fois le prix Kroupskaïa en 1970 et en 1975 avant de connaître une tendance baissière vers la fin des années 1990 », a-t-il expliqué.

Le combat aujourd'hui consiste donc à remonter la pente pour demeurer parmi les meilleurs du continent.

Rominique Makaya

ARRIVÉE IMMINENTE DE LA SAISON PLUVIEUSE

Les riverains des sites d'érosions à Brazzaville dans l'angoisse

La fin de la saison sèche dans la ville capitale est un moment d'anxiété pour la population, surtout dans de nombreux quartiers où la plupart des terrains dégradés ne sont pas toujours traités. Les pluies qui s'annoncent suscitent déjà l'inquiétude des habitants de parcelles voisines de endroits.

Les pluies à Brazzaville occasionnent le plus souvent de nombreux dégâts humains et matériels : mort d'homme, routes impraticables, circulation entravée sur certaines artères, effondrement ou ensablement d'habitations, dégradation des conditions d'hygiène, etc. Dans les zones sinistrées par les érosions, les opérations de secours sont parfois inexistantes. Les maisons sont englouties par les eaux ou par le sable, et plusieurs familles émigrent parfois vers d'autres quartiers. A l'arrêt de bus Forage, derrière Télé-Congo, plusieurs maisons se sont écroulées suite à une érosion qui, jusque-là, n'est pas encore traitée. Au quartier Casis, sur la Nationale n°2, une entreprise chinoise a entamé les travaux de traitement. Elle plante des végétations et confectionne des caniveaux pour le drainage des eaux pluviales, mais le chantier n'est pas encore achevé. Au quartier Émeraude, le traitement de l'érosion a été délaissé par une entreprise pour des raisons inconnues de la popula-



L'érosion de Ngamakosso/Adiac

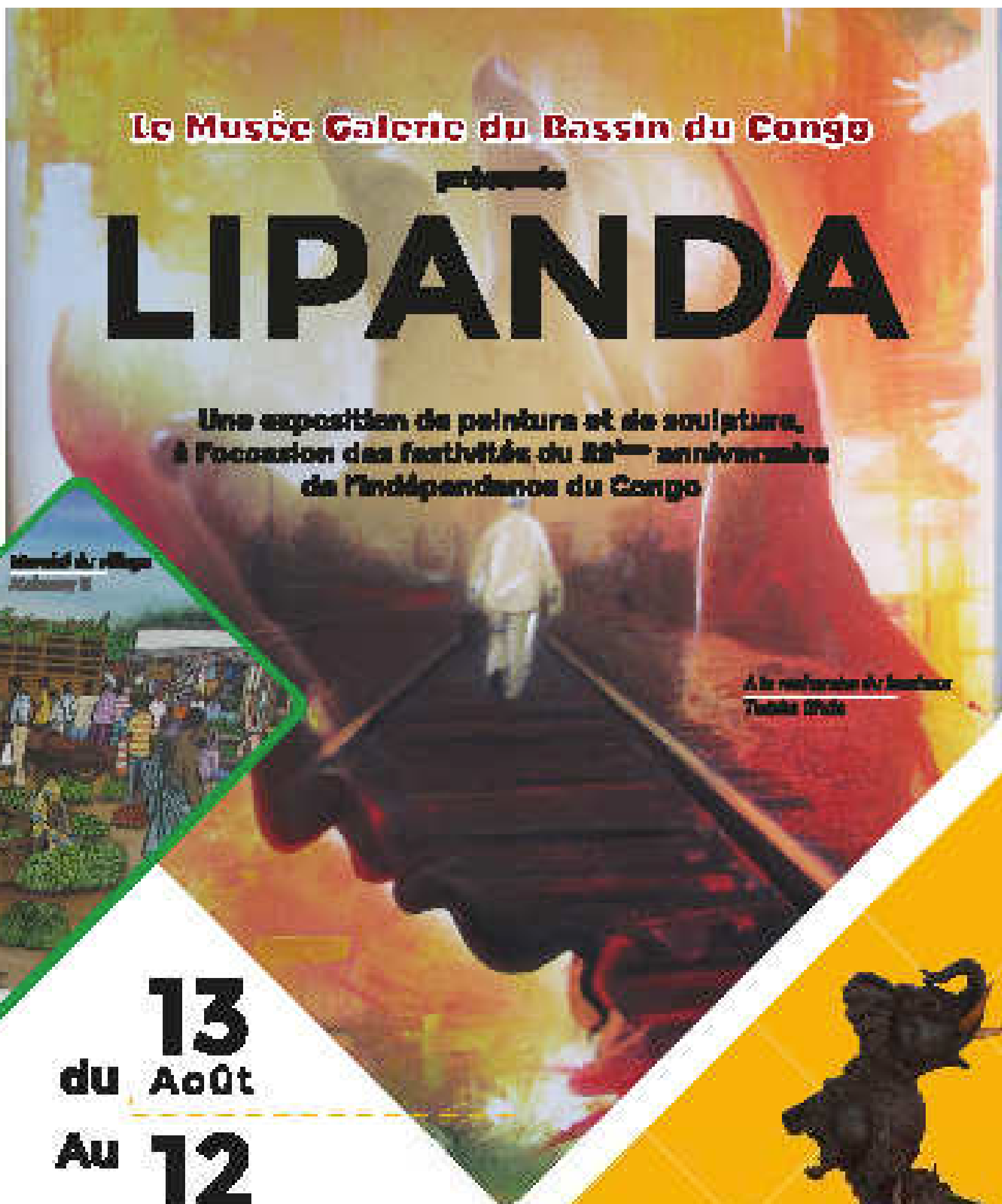
tion. Quant à la grande érosion du quartier Ngamakosso, qui a coupé en deux la deuxième sortie nord de Brazzaville, les travaux amorcés depuis longtemps peinent à s'achever, alors que leur fin était prévue pour avant la saison des pluies. Placé sur les versants de collines, ce quartier souffre aussi de réels problèmes d'ensablement causés par le ruissellement des eaux de pluies.

Les conséquences des pluies dans la ville capitale impactent aussi négativement le secteur des transports, d'octobre à décembre, dans quartiers précaires. Rues et avenues sont occupées soit par l'eau, soit par la boue, rendant la circulation des voitures difficile. Le secteur du commerce informel est également touché. Les boutiques et petits commerces subissent aussi des dégâts à la suite des

inondations. « Les clients ne peuvent plus circuler librement, ça joue beaucoup sur les recettes », a expliqué Sonia Ignanga, une boutiquière au quartier Petit-Chose. Outre les boutiques et les petits commerces, les marchés publics fonctionnent au ralenti. Pire, ils deviennent sources de maladies hydriques car les produits sont vendus à ciel ouvert au mépris des règles élémen-

taires d'hygiène. Rappelons que depuis plusieurs décennies pourtant, l'Etat avait déclaré certaines zones de la capitale inhabitables mais la population les a occupées anarchiquement. Des constructions non autorisées ont poussé ça et là, sans tenir compte du plan d'urbanisation de la ville.

Fortuné Ibara et Espérance Mapingou (stagiaire)



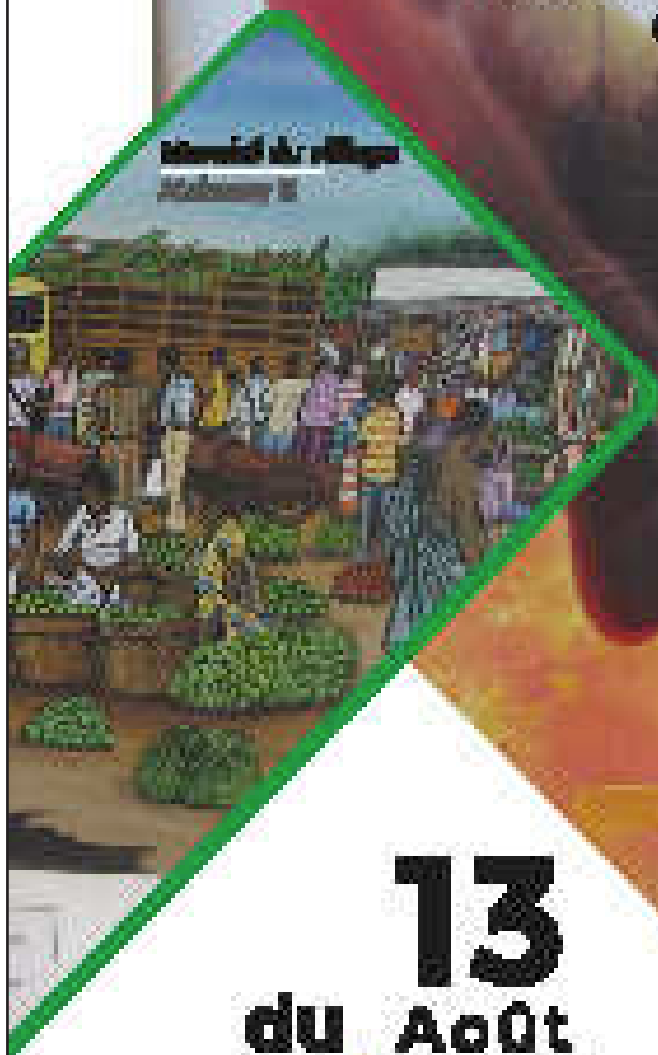
Le Musée Galerie du Bassin du Congo

présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 50^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

Mercat du village
Johannes II



A la recherche de l'homme
Theresa Ofole



du 13
Août
Au 12
Octobre 2019



Musée
du Bassin du **Congo**

+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

104, boulevard Darle-Secours-1960
Kinshasa - République du Congo

LES RÉGIONS
DE BRAZZAVILLE



STAGE DE DANSE CONTEMPORAINE

Les participants de Pointe-Noire louent la formation reçue

Après cinq jours, l'atelier dirigé par Chrysogone Diangouaya, danseur, chorégraphe, metteur en scène a pris fin le 6 septembre, à l'espace culturel Le Continental de Mpaka sur une note satisfaction. Les apprenants ont acquis des connaissances nouvelles en chorégraphie et le formateur s'est dit heureux de partager son expérience.

A l'initiative de l'Association des jeunes créateurs (AJC), un projet a été monté pour donner des bases nécessaires aux danseurs de la ville océane en danse contemporaine, tradi-contemporaine et surtout leur apprendre comment élaborer les projets artistiques pouvant être montés en chorégraphie et dans les autres disciplines des arts de la scène.

Près d'une vingtaine de danseurs et danseuses amateurs, professionnels, comédiens, percussionnistes ont pris part à la formation: Marie Bède Koumbemba, Chancellia Komande, Chardin Basalabio, Glaide Kivouvou, Esnelle Bassarila, Hamid Nziendolo, Marie Loufoua, Gilles Yango, Gilbert Mabilia, Brice Mbemba, Exaucé Ndinga, Justin Elenga, Rufin Moupouya, Sethi Miayoukouta, Steven Madiélé, Alvine Vibidila, Aymar Babindamana, Arsène Kissita,

Roger Tsiampassi.

« Cette formation initiale balise le chemin du grand projet que l'AJC prépare l'année prochaine, à l'occasion des 60 ans de l'indépendance du Congo et des 100 ans de la ville de Pointe-Noire. Après cette formation, une vingtaine de danseurs, comédiens, chorégraphes sera formée et participera au projet qui mettra sur scène près d'une centaine d'artistes (choristes, comédiens, acrobates, danseurs...). Ce spectacle multidisciplinaire sera joué à Pointe-Noire. Punta Negra, la ville côtière centenaire », a déclaré l'un des initiateurs, ajoutant: « Certains artistes formés aujourd'hui et qui ont adhéré et compris ma philosophie y feront partie. Ce qui a l'avantage de ne pas faire traîner les choses ».

L'AJC va se déployer à Braz-



La photo de famille des participants à la formation en danse contemporaine/Adiac

zaville pour la redynamisation de son antenne locale, en vue de mettre en place des passerelles de travail pour que ce projet et aussi d'autres à venir soient couronnés de succès dans les deux villes.

À la fin de l'atelier, Chrysogone Diangouaya a exhorté les participants à croire en leur art qui non seulement ouvre vers des horizons por-

teurs mais aussi permet de connaître son corps. À l'endroit des autorités de la ville, le chorégraphe attend un accompagnement plus conséquent pour faire luire davantage la culture dans la ville. Gérant du centre de danse Chrisogogone-Diangouaya, à Paris, le chorégraphe prépare plusieurs spectacles: «Lougimbou», un spectacle dédié à la femme et qui sera

livré par près de dix-sept femmes sur scène, «Tina Tina Tala Kani Ombelé», projet qui mêle la danse-théâtre, la vidéo et les dessins animés qui est attendu en février prochain au Canada, «Le cri de la girafe» qui est à son énième spectacle, «Ma sœur étoile», une adaptation du conte de l'écrivain Alain Mabanckou.

Hervé Brice Mampouya

VOIRIES URBAINES

Les autorités municipales visitent les chantiers amorcés dans la ville

Les membres de l'équipe municipale, de la cellule de gestion des marchés publics et de la direction d'étude et travaux urbains ont effectué, il y a quelques jours, des descentes sur le terrain dans la ville de Pointe-Noire, pour se rendre compte de l'état d'avancement des travaux.

Parmi les chantiers que la délégation a visités figure, en premier lieu, les travaux de réhabilitation et de modernisation du rond-point Germaine-Pemba, ex-rond-point 31-juillet. Ces travaux seront exécutés sur une distance totale de 600 m et l'entreprise adjudicataire Unis-Construction Congo les a déjà réalisés à 85%.

La délégation a aussi visité les travaux de construction des caniveaux de relais de Siafoumou à l'avenue Moe-Tati 1er ainsi que la réhabilitation du dalot de traversée sous chaussée et des caniveaux dans la zone du cimetière de la famille Cardorelle, à Koufoli Mikondo, sur la Nationale 5.

Ensuite, la délégation s'est rendue sur la Nationale 4 où elle a visité les travaux d'élargissement et de la mise en œuvre des enrobés entre

et entreprend la construction des caniveaux préfabriqués en béton armé de section de 100x100 sur une longueur de 400m.

en œuvre des couches de fondation en terre jaune et de base en tout-venant sur les parties à élargir entre les caniveaux et l'ancienne chaussée.

Actuellement, elle est en train d'implanter les espaces verts et recouvre les nouveaux pavés.

Notons que cette ronde a ter-



Les travaux de canalisation à Siafoumou/DR

la rue du Tibet (colisée) et la rue Robert-Vacherot. L'entreprise Primex, chargée d'exécuter les travaux sur cet endroit, a déjà réalisé le dalot de traversée de 12m de long

Sur cette Nationale 4, le plus grand travail a été attribué à l'entreprise Socofran qui a déjà commencé les travaux de terrassement et de mise

en œuvre des couches de fondation en terre jaune et de base en tout-venant sur les parties à élargir entre les caniveaux et l'ancienne chaussée. Cependant, l'entreprise FU BAO a reconstruit toute la bordure autour du rond-point la stèle en béton armé, le socle et la plate-forme d'ac-

miné avec la visite des installations de Geolab, une structure chargée du contrôle de la surveillance et du contrôle technique du rond-point.

Hugues Prosper Mabonzo

ELIMINATOIRES CAN U-23

Le Congo n'ira pas en Egypte

Les Diables rouges ont été accrochés 3-3 par les Chipolopolos de la Zambie, en match comptant pour la phase retour du tour décisif. Un score insuffisant pour valider la qualification à la phase finale de la compétition qui se disputera, en novembre, au pays des pharaons.

Les Diables rouges n'iront pas en Egypte, encore moins aux Jeux olympiques de Tokyo en 2020. Battus lors de la première manche à Lusaka 1-2, les Congolais devaient prendre leur revanche, le 8 septembre au stade Alphonse-Massamba-Débat, sur un petit score d'un but à zéro pour assurer leur qualification. Mais, ils ont brûlé leur précieuse carte à domicile, même si au cours de ce match décisif, les attaquants ont fait mieux en inscrivant trois buts. Un effort qui a été multiplié par zéro puis que la ligne arrière a été dépassée par les événements. Elle a encaissé trois buts presque de la même manière.

« C'est la même équipe que j'ai alignée à Lusaka. Elle en-



chaîne le bon et le moins bon. Il y a eu des problèmes de récupération et on ne doit pas le cacher. Après, je ne justifie pas ma défaite. Je l'assume. On ne peut pas avoir marqué trois buts à la maison et se faire éliminer, c'est honteux à la limite. Je présente mes excuses au public», a expliqué Jean Elie Ngoya, le sélectionneur.

Jacques Médina Témopélé (à terre) et ses coéquipiers méditant sur l'élimination Adiac. Ses poulains avaient pourtant bien entamé le match en ouvrant le score à la 18e mn, sur le penalty transformé par Guy Mbenza après un tirage de maillet dans la surface de réparation. Les Diables rouges n'ont pas su conserver cet avantage qui leur donnait déjà la qualification. A force de trop laisser les espaces, ils ont fini par craquer à la 33e mn, quand Enoch Mwepu a remis les deux équipes à égalité. L'entame de la seconde période a été encore plus catastrophique pour les hommes de Jean Elie Ngoya. Leur équation s'est compliquée en encaissant le deuxième but zambien inscrit par Sakala, à la 51e mn. L'égalisation

de Jacques Médina Témopélé a remis les Diables rouges dans le coup avant que son coéquipier, Gaius Makouta, ne replace le Congo devant dans la foulée. Les Diables rouges n'étaient qu'à un but de la qualification quand les Chipolopolos ont une fois de plus égalisé par le même Mwepu.

« A un zéro, j'ai demandé à mes joueurs de continuer à jouer parce que j'avais bien visionné l'équipe zambienne, c'est une équipe joueuse et je savais qu'elle allait revenir à tout moment. Pour bien l'achever, il fallait marquer un second but. Mais pendant toute la première mi-temps, à part le penalty, nous n'avons pas eu d'actions sérieuses pour marquer. C'était là toute la difficulté », a commenté le coach Jean Elie Ngoya, après le match.

« Je suis content pour la qualification. Le Congo a bien entamé le match mais il a oublié le marquage. Ce qui nous a permis de procéder par contre-attaques », a souligné Beston Chambeshi, le sélectionneur des Chipolopolos

James Golden Eloué

Jean Elie Ngoya a rendu son tablier

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 23 ans a officialisé sa démission, au lendemain de l'élimination de ses poulains par les Chipolopolos.

« N'ayant pas atteint les objectifs fixés, c'est-à-dire la qualification à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019 des moins de 23 ans Egypte 2019, je présente ce jour ma démission au poste de sélectionneur national de l'équipe olympique du Congo, tout en vous remerciant de la confiance que vous m'avez témoignée en dépit de multiples tensions qui avaient pour seul but la recherche de la performance », a expliqué Jean Elie Ngoya dans la lettre qu'il a envoyée au président de la Fédération congolaise de football, Jean Guy Blaise Mayolas.

Le sélectionneur démissionnaire a souvent dénoncé les problèmes d'ordre organisationnel. Il a tenu à féliciter les joueurs pour leur engagement durant toute cette campagne avant d'assumer seul la responsabilité de leur échec. « Merci aux joueurs pour leur implication. Pardon au public de n'avoir pas répondu à toutes ses attentes. J'endosse seul la responsabilité qui j'espère

nous ouvrira les yeux pour les prochaines compétitions », a-t-il précisé dans sa lettre de démission.

Nommé à la tête de cette sélection depuis novembre 2018, Jean Elie Ngoya a avoué n'avoir eu que peu de temps pour bâtir son équipe. Il a disputé quatre matches des éliminatoires de la CAN avec pour bilan : une victoire contre le Burundi, deux matches nuls, respectivement contre les Hirondelles du Burundi et les Chipolopolos, et une défaite face à la Zambie. Le nul avec beaucoup de buts à domicile a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. « Je ne justifie pas ma défaite. Je l'assume. On ne peut pas avoir marqué trois buts à la maison et se faire éliminer, c'est honteux à la limite. Je présente mes excuses au public. Mais à la longue, il faut régler les problèmes d'organisation. Cela nous rattrape à un moment ou à un autre », a-t-il rappelé.

Jean Elie Ngoya qui reconnaît avoir vécu à la fois des bonnes et des mauvaises choses avec cette sélection, a souhaité que les gestionnaires du football créent les conditions pour faire progresser cette équipe. « Il y a eu des bonnes choses, des mau-



Jean Elie Ngoya quitte le banc de touche des Diables rouges U-23 Adiac

vaises aussi, pour moi, il ne faut pas tout casser. Ce qui est bizarre au Congo, c'est qu'on veut tout et au même moment », a-t-il déploré.

Lors de la conférence de presse d'après match, Jean Elie Ngoya avait salué l'expérience acquise par la sélection zambienne qui a recolté, par cette qualifi-

cation, le fruit d'un travail effectué depuis plusieurs années. « Déjà arriver à ce niveau de la compétition sans avoir construit une équipe, c'est beaucoup. L'équipe que vous voyez de la Zambie est ensemble depuis dix-sept ans. Elle a fait la Coupe du monde des moins de 17 ans, elle a fait

la dernière CAN des moins de 20 ans et se qualifier pour eux à la CAN U-23 ce n'est que la fin d'un processus. La nôtre, je l'ai montée en huit mois, arriver à rivaliser avec une équipe qui existe depuis des années, allez réfléchir un peu », a invité Jean Elie Ngoya.

J.G.E.